

# LA FORCE DE LA PAIX



Volume 2 - N° 041

Novembre 2009



## Avançons sur la route de la paix

CÔTE D'IVOIRE

## EDITORIAL

# AFFICHAGE DE LA LISTE ÉLECTORALE PROVISOIRE : DES IMAGES FORTES QUI ONT FAIT LE TOUR DU MONDE

La liste électorale provisoire vient d'être affichée sur l'ensemble du territoire ivoirien. Pour des millions de potentiels électeurs, le chemin qui mène vers l'exercice de ce devoir citoyen se raccourcit de jour en jour.

Pour ceux qui cherchent à briguer les suffrages de ces électeurs ; pour les états-majors des candidats à la magistrature suprême, bref pour les principaux acteurs politiques de ce pays, cette nouvelle étape s'inscrit dans le droit-fil des précédentes évolutions positives notées dans le processus électoral.

Et le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y. J. Choi ne s'y est pas trompé, lui qui disait récemment que les « élections sont à portée de main. »

De fait, les images de millions d'Ivoiriens scrutant les listes électorales affichées dans leur quartier, leur commune, leur sous-préfecture, leur village ou leur campement, pour y retrouver leur nom, ont fait le tour du monde. De telles images, on ne les avait pas vues depuis près d'une décennie. La dernière fois, c'était lors des dernières consultations organisées en 2000.

Il est vrai que le processus électoral devant ramener la Côte d'Ivoire dans le gotha des pays avec une vie constitutionnelle normale a été long, voire frustrant pour certains. Pouvait-il en être autrement ? On ne reconstruit pas une démocratie d'un coup de baguette magique, après des années de crise militaro-politique comme celle qu'a connue ce pays.

La communauté internationale, au premier rang de laquelle l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), se réjouit d'avoir contribué une nouvelle fois, à une étape cruciale du processus de paix : l'acheminement de la liste électorale provisoire dans 308 sous-préfectures et communes.

Une telle opération ne pouvait être menée à terme en si peu de temps-du 11 au 16 novembre 2009-sans quelques perturbations. Des erreurs d'aiguillage ont ainsi été notées sur les enveloppes remises à la mission onusienne par la Commission électorale indépendante (CEI). L'ONUCI s'attèle à les corriger avec l'appui des commissions électorales locales.

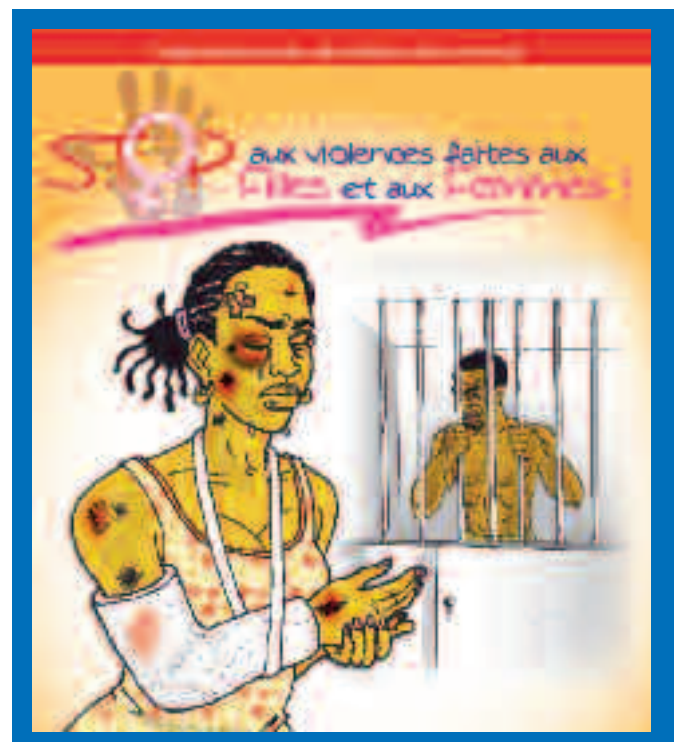
La liste électorale affichée, la période des contentieux s'ouvre. Des centaines de milliers de personnes laissées en rade

pour une multitude de raisons, crient leur désarroi et réclament justice. En réaction, d'aucuns accusent les recalés de fraude sur la nationalité. D'autres dénoncent ce qu'ils considèrent comme la poursuite de la politique d'exclusion.

Au-delà des passions soulevées par cette incongruité, il faut noter que des dispositions légales ont été mises en place pour permettre à tous ceux qui s'estiment lésés de saisir la CEI ou les cours et tribunaux. Les requérants auront un mois pour introduire une demande afin d'être rétablis dans leurs droits.

C'est le lien d'encourager les citoyens à user des voies pour avoir gain de cause. Les autorités ivoiriennes, l'ONUCI et l'ensemble de la communauté internationale veilleront à ce qu'une atmosphère de paix prévale tout au long de la dernière phase du processus électoral.

Au moment où le pays entier attend une nouvelle date pour le scrutin présidentiel, les partis politiques, comités de soutien et autres organisations au service des différents candidats doivent donc œuvrer dans le sens d'un apaisement pour permettre au pays de passer en douceur cette période délicate.



# L'ONUCI A ASSURÉ UNE BONNE DISTRIBUTION DE LA LISTE ÉLECTORALE PROVISOIRE

La distribution de la liste provisoire électorale sur toute l'étendue du territoire s'est bien déroulée dans l'ensemble, a assuré le 16 novembre, le Chef de la division de l'Assistance électorale de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), Ahmedou El Becaye Seck.



Ahmedou El Becaye Sek Chef de la Division de l'Assistance Electorale © UN / ONUCI

M. Seck, dans un entretien avec ONUCI FM sur l'état actuel du transport des listes électorales provisoires à Abidjan et à l'intérieur du pays, a indiqué que l'ONUCI avait assuré à ce jour l'acheminement de la liste provisoire électorale sur 308 sous-préfectures et communes.



Une vue de la liste électorale provisoire remise par la CEI à l'ONUCI © UN / ONUCI

« L'objectif est atteint conformément au rôle assigné à la mission onusienne qui est le transport des colis sous forme d'enveloppes livrés à l'ONUCI par la Commission électorale indépendante (CEI) », a précisé M. Seck.

Dans le secteur Est, l'ONUCI a transporté la liste électorale provisoire dans 133 sous-préfectures. Dans le secteur Ouest, 139 sous-préfectures ont été couvertes et 36 communes l'ont été dans la région des Lagunes, le Sud

Comoé et à Abidjan.

Le Chef de la Division de l'Assistance électorale a néanmoins relevé quelques perturbations dans la couverture des locations dues essentiellement à des erreurs d'aiguillage sur les enveloppes remises à l'ONUCI par la CEI.

La mission onusienne va aider la CEI à apporter rapidement les rectifications nécessaires afin que tout rentre dans l'ordre, a assuré M. Seck. Il a annoncé que le travail avait déjà commencé à l'intérieur du pays, où 213 erreurs de polarisations ont été rapidement corrigées avec l'appui des commissions électorales locales.

A Abidjan, a-t-il poursuivi, l'ONUCI prend des dispositions en collaboration avec la CEI pour que, dans les 48 heures, Adzopé, Bouna et Grand-Bassam retrouvent leurs enveloppes convoyées par erreur dans les communes d'Abobo et de Cocody.

L'opération transport terrestre aérien et naval de la liste électorale provisoire lancée mercredi 11 novembre s'est achevée le vendredi 13 novembre.



Avant le transport des colis de la liste électorale provisoire le personnel de l'ONUCI identifie leur destination © UN / ONUCI

# LA CONTRIBUTION DE L'ONUCI AU PROCESSUS ÉLECTORAL

**C**onformément au rôle qui lui est assigné, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a largement contribué au processus électoral. Cette contribution s'étend du transport du personnel et de l'équipement, à une assistance technique ainsi qu'en aidant à créer et à maintenir une atmosphère paisible pour le vote, pendant les élections ainsi que durant la période post-électorale.

L'assistance fournie pendant les audiences foraines comprend notamment l'élaboration des procédures d'exploitation, le transport du personnel et de l'équipement, ainsi que la diffusion d'informations sur cette opération par la radio de la mission (ONUCI FM) et les radios communautaires.

Durant la reconstitution des registres de l'état civil, l'ONUCI a pris en charge, en août 2008, le transport de l'équipement de l'Europe vers la Côte d'Ivoire. La mission onusienne a également mis à la disposition de l'Etat plus de 300 véhicules, avec conducteurs (chauffeurs), ainsi que des avions, des hélicoptères et des bateaux pour le transport du matériel d'enregistrement et d'identification et du personnel dans les secteurs difficiles d'accès par la route. Ce n'est pas tout. Plusieurs appareils ont décollé de la base aérienne de la mission, sise à Abidjan, à destination de Daloa, Bouaké et Korhogo afin de permettre la distribu-



Transport de la liste électorale provisoire par des hélicoptères des Nations Unies © UN / ONUCI

tion de la liste électorale provisoire dans les 308 sous-préfectures et communes à l'intérieur du pays. La même opération a été menée dans les centres de collecte d'Abidjan et de son agglomération.

Afin de garantir la sécurisation des listes affichées dans les 10.180 lieux de vote, l'ONUCI a organisé des patrouilles conjointes avec les Brigades mixtes et les Forces impartiales.

L'Opération "photocopies" a permis de mettre à disposition des photocopieuses pour aider les pétitionnaires vivant dans des endroits reculés du pays à disposer du nombre de formulaires requis pour le traitement du

contentieux.

En outre, l'ONUCI a mis 36 groupes électrogènes à la disposition des centres d'enregistrement situés dans des zones dépourvues d'électricité.

Pour la suite du processus électoral, la mission assurera le transport de l'équipement et du matériel électoral dans les 70 centres départementaux à travers le pays, l'escorte des équipes de la CEI chargées du transport de l'équipement et du matériel électoral des centres départementaux vers les bureaux de vote et le transport d'environ 66.000 agents officiels vers les bureaux de vote ;

L'assistance fournie au Ministère de la Justice et à d'autres institutions impliquées dans le processus électoral inclut le développement des modalités pratiques et des procédures pour le règlement des conflits liés à la liste électorale, l'assurance de la prise en compte de la dimension des droits de l'homme dans leurs activités et le contrôle du redéploiement de l'appareil judiciaire, des cours et autres institutions impliquées dans la confection de la liste électorale.

La mission est aussi impliquée dans des initiatives visant à assurer un climat paisible avant, pendant et après les élections et celles cherchant à instaurer



L'arrivée de la liste électorale provisoire © UN / ONUCI



Le matériel d'affichage © UN / ONUCI

une paix durable dans le pays. C'est dans ce cadre qu'il faut situer l'initiative des 1000 Microprojets, lancée par l'ONUIC, en août 2008, en collaboration avec le Programme des Nations Unies Pour le Développement (PNUD).

Ainsi en septembre 2009, environ 2.768 ex-combattants, anciens membres de milices, jeunes à risque et des femmes affectées par le conflit ont pu

profiter de 510 microprojets.

Deux Caravanes Artistiques pour la Paix impliquant les artistes locaux, ont voyagé dans environ 30 localités, tandis que des activités sportives pour la paix impliquant associations sportives et communautés ont été organisées par l'ONUIC dans plusieurs villes.

A cela, il faut ajouter la tenue de



Affichage de la liste électorale provisoire © UN / ONUIC

plusieurs sessions de formation--deux à trois par semaine--sur les droits de l'homme, particulièrement ceux liés à l'élection, en vue d'élever la conscience populaire sur le respect de ces droits. Ces sessions sont destinées aux chefs traditionnels, aux leaders communautaires, à la jeunesse, aux femmes, à la société civile, aux forces de défense et de sécurité ainsi qu'aux autorités locales.

Pour ce qui est du plaidoyer en direction de la presse, plus de 25 ateliers ont été organisés entre 2005 et octobre 2009, avec la participation de plus de 750 journalistes Ivoiriens, des présentateurs de radio et les représentants de société civile.

Parallèlement à ces activités destinées à sensibiliser la presse, l'ONUIC a appuyé le Ministère de Communication pour l'organisation, en mai 2008, d'un Forum national sur le rôle des médias en période électorale, au cours duquel des groupes politiques, les médias et la société civile ont adopté un document de consensus sur la couverture des élections par les médias.

La mission a aussi aidé des organisations de la société civile à fonder une plate-forme pour l'observation de la situation de droits de l'homme durant le processus électoral.

Les « Journées de l'ONUIC », le nouveau format du forum avec les populations que la mission organise depuis 2005 sont maintenant étalées sur trois jours. Cette opération de plaidoyer de grande envergure, qui vise avant tout à sensibiliser davantage les populations sur leur contribution à la création d'un environnement électoral apaisé, sera organisée dans plusieurs centres urbains.

*Kenneth Blackman*

## Fréquences ONUIC FM

ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0 • ADZOPE 96.0, BANGOLO 91.1 • BONDOUKOU 100.1, BOUAKÉ 95.3 • BOUNA 102.8, BOUNDIALI 90.0 • DABAKALA 93.9, DALOA 91.4 • DANANÉ 97.6, DAOUKRO 94.7 • DIVO 96.0 • DUEKOUÉ 91.1, FERKE 104.4 • GUIGLO 93.7, KORHOGO 95.3 • MAN 95.3, ODIENNÉ 101.1 • SAN-PEDRO 106.3, SEGUELA 101.8 • TABOU 95.3 • TOULEPLEU 93.7 • YAMOISSOUKRO 94.4 • ZUENOULA 95.3

# L'ONU CI ENCOURAGE LE DIALOGUE INTERCOMMUNAUTAIRE AU NORD DE LA CÔTE D'IVOIRE

**Q**uand deux bergers se disputent, c'est le passant qui vient les séparer ». C'est par ces propos de notables, que les populations des villages de Kassoungbarga, de Denembolo, Djihé, Sèhèlè, Noufon et Nitchon, localités de la Sous-préfecture de Korhogo en région des savanes ont accueilli et remercié l'ONU CI pour son action en faveur de la cohésion sociale dans la région.

La Section des Affaires civiles de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI), dans le cadre de l'appui que la mission apporte au processus de sortie de crise, a initié des rencontres intercommunautaires dans ces localités, confrontées à des situations de tensions sociales ou de conflits entre les communautés.

Cette initiative de l'ONU CI qui se veut être un cadre de concertation a pour essentiel objectif de développer au sein des communautés ainsi que des groupes de populations en situation de conflits, une culture du dialogue favorable à la bonne cohabitation et à la gestion pacifique et durable des différends.

C'est ainsi que du 12 au 24 novembre 2009, l'ONU CI et ses partenaires de l'ONG ARK (Animation Rurale de Korhogo), ont sillonné les villages de Kassoungbarga, de Denembolo, Djihé, Sèhèlè, Noufon et Nitchon à l'écoute des populations afin de les sensibiliser et les aider à maintenir la paix et la cohésion sociale.

La méthode d'approche de l'ONU CI compte tenu de la complexité des situations conflictuelles, a consisté à écouter séparément les populations de ces 5 villages en situation de conflits. Il s'agit dans un premier temps de les laisser s'exprimer.

Par la suite, tous ensemble en plénière, ces populations, pour la plus part frères et sœurs, cousins (es), nièces, oncles, tantes et neveux, se sont retrouvés sous l'arbre à palabre à Kassoung-



L'ONU CI exhorte ici les populations à la cohésion sociale © UN / ONU CI

Gbarga, village situé à 18 km de Korhogo sur l'axe Korhogo-Boundiali, le 24 novembre 09 dernier pour célébrer la réconciliation.

Prenant la parole lors de cette grande cérémonie qui a regroupé environ 400 personnes, El Hadj Bara Dieng du secrétariat des Qip's (projet à impact rapide) à Abidjan, a, au nom de l'ONU CI encouragé les communautés pour leurs efforts dans le sens de la cohésion.

Il les a exhortées à vivre dans cet environnement apaisé avant de souligner que la stabilité et le retour de la paix commencent dans un contexte communautaire. Il a enfin assuré les populations de l'appui constant de l'ONU CI pour la réalisation des initiatives en faveur de la cohésion sociale.

M Kouadio Eugène, sous préfet central de Korhogo, qui a présidé cette réunion a, dans son allocution d'ouverture, expliqué le fonctionnement de l'Etat dans lequel interviennent les démembrements de l'Etat, les villages, les lois et les règlements ainsi que les us et coutumes. «Nous sommes là dans le cadre de la cohésion sociale et pour célébrer la paix», a-t-il dit tout en

remerciant l'action de l'ONU CI. Aux populations, il leur a demandé de déterminer d'autres mécanismes de règlement des conflits qui pourraient surgir entre les communautés.

Pour sa part, M. Yao Koffi Michel, Sous-Directeur de la Réconciliation au ministère de la réconciliation nationale et des relations avec les institutions, invité à cette cérémonie, a rappelé que son ministère, sera toujours aux côtés de l'ONU CI pour une paix durable, en Côte d'Ivoire.

En marge de cette cérémonie, les populations villageoises, encouragées par l'ONU CI à proposer ou trouver des solutions ou mécanismes de résolutions du conflit les opposant les uns aux autres, ont participé à des ateliers séparés regroupant ensemble les jeunes, les femmes et les chefs traditionnels des cinq (05) villages concernés.

Trois (03) communications ont été proposées à l'issue de ces réflexions pour amorcer le dialogue communautaire.

# GEORG CHARPENTIER EVALUE LA SITUATION HUMANITAIRE À L'OUEST ET AU CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE

**L**e Représentant spécial Adjoint du Secrétaire général des Nations unies pour la Côte d'Ivoire et Coordonnateur Humanitaire du Système des Nations Unies, Georg Charpentier, a entamé, le 5 décembre 2009, une visite de deux jours dans l'Ouest et le Centre-ouest du pays pour s'informer de l'évolution de la situation humanitaire depuis le retour des personnes déplacées.

Cette visite s'inscrit dans le cadre des missions périodiques du Coordonnateur humanitaire à l'intérieur du pays. M. Charpentier était accompagné du Chef de mission du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) en Côte d'Ivoire, Julie Bépanger, et de Jacques Seurt, responsable de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Côte d'Ivoire.

La délégation a commencé la première étape de sa tournée dans la région du Moyen Cavally. Le Préfet de Bloléquin, le Colonel Martin Gnonsekan, a indiqué que, depuis la dernière visite du Coordonnateur humanitaire en février dernier, des progrès importants avaient été enregistrés en ce qui concerne l'intégration des populations retournées d'une part, et leur retour dans leurs plantations d'autre part.

Il a également noté avec satisfaction la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre les communautés. Le Colonel Gnonsekan a remercié tous les partenaires, estimant que le départe-

ment de Bloléquin était l'un des plus grands bénéficiaires de l'assistance humanitaire.

Afin de consolider les progrès acquis, il a souhaité la poursuite de cet appui pour résoudre quelques problèmes qui subsistent et entravent l'aboutissement de tous ces efforts.

Le Coordonnateur humanitaire et sa délégation ont ensuite visité une unité de production de savon gérée par un regroupement de femmes, et qui a bénéficié d'un financement du Programme des Nations Unies pour le

Basile. Chaque groupe lui a fait une présentation de son travail quotidien ainsi que ses réalisations.

Concluant sa visite, au cours d'un entretien avec les acteurs humanitaires au siège de l'ONG internationale Danish Refugees Council (DRC), M. Charpentier a invité les humanitaires à changer d'approche en aidant les populations à focaliser leurs efforts sur le renforcement des capacités et les initiatives de développement durable. L'étape du Worodougou a été meublée par la visite de l'Hôpital de Mankono (en cours de réhabilitation) où les Nations Unies



Georg Charpentier visite une unité de production de savons © UN / ONUCI

développement (PNUD).

A Duekoué, M. Charpentier s'est rendu dans le village de Diourouzon, où il a échangé avec les membres des comités de paix, d'alerte précoce, de gestion communautaire, et des femmes, en présence du Sous-préfet de Guehiébli, le Colonel Niamkey

apportent une aide à plus de 160 enfants malnutris et la visite du village de Mandia à Mankono où des projets FAO ont été financés.

Reçue par Docteur Koné Tidiane, Directeur de l'Hôpital général de Mankono, la délégation a porté son choix sur le bâtiment destiné aux cas de malnutritions sévères. Le Docteur a affirmé qu'un suivi très minutieux était fait sur ses cas de malnutrition et pour preuve, aucun malade depuis la mise en œuvre du traitement, n'est retourné sur les lieux pour les mêmes causes.

Le Coordonnateur Humanitaire a félicité les populations de Mandia pour leur courage et engouement à vouloir travailler. Il a dit avoir pris bonne note en ce qui concerne leurs doléances avant de promettre les aider à les réaliser dans le cadre humanitaire.



M. Charpentier s'adresse aux populations de l'Ouest © UN / ONUCI

Joseph Wabatinga, et Brice Atché

# JOURNÉE MONDIALE DE L'ENFANCE : ONU, GOUVERNEMENT ET SOCIÉTÉ CIVILE S'UNISSENT AUTOUR DE LA QUESTION DES DROITS DE L'ENFANT

La Journée mondiale de l'enfance a été l'occasion pour les Nations Unies, le gouvernement ivoirien et la société civile de mettre l'accent sur la situation des enfants en Côte d'Ivoire, vingt ans après l'adoption de la Convention relative aux droits des enfants. Des activités marquant le 20ème anniversaire de la convention ont eu lieu, dans plusieurs villes, dont Abidjan, Bondoukou, Odienné et Yamoussoukro.

A Abidjan, la commémoration, organisée par le Ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires Sociales, a bénéficié de la participation de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), du Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et du Forum des ONG et associations d'aide à l'enfance en difficulté. S'adressant aux participants, la Représentante résidente de l'UNICEF, Mme Maarit Hirvonen, a fait remarquer que « vingt ans après l'adoption de la Convention des Droits de l'Enfant, il est inacceptable que des enfants soient encore handicapés du fait du poliovirus sauvage. La polio a refait surface en Côte D'Ivoire. »

Elle a déploré que les secteurs de la santé et de l'éducation, vitaux pour les enfants, ne reçoivent que 5% et 25% du budget de l'Etat, et qu'il existe toujours un écart entre la scolarisation des filles, 67 %, et celle des garçons, 76%.

Le Chef de la Section Protection de l'Enfance de l'ONUCI, Josiane Codjia, a plaidé pour la prise en compte des intérêts et des préoccupations des enfants.

Elle a exhorté les pouvoirs publics, les partenaires internationaux, la société civile et les familles à saisir la commémoration comme une opportunité pour traduire en actes les dispositions de la convention relatives aux droits des enfants.

Monsieur Abdou Touré du Ministère de



L'ONUCI, l'UNICEF et la Société Civile au cour de la table ronde sur la question des droits de l'enfant © UN / ONUCI

la Famille, de la Femme et des Affaires Sociales, a révélé que le Conseil des Ministres avait adopté un Plan d'Action National pour l'Enfant et établi des mécanismes appropriés pour le suivi des actions en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant en Côte D'Ivoire.



Josiane Codjia, chef de la sections Protection de l'Enfance de l'ONUCI © UN / ONUCI

A Yamoussoukro, la non discrimination, le droit de vivre, de survivre et de se développer, le droit à une identité et le respect des opinions de l'enfant étaient parmi les thèmes traités lors d'une cérémonie de commémoration orga-

nisée vendredi par l'ONUCI. La chargée des droits de l'homme de l'ONUCI à Yamoussoukro, Ariel Ngondi, a souligné l'importance pour les jeunes de s'imprégner de leurs droits. « Il est important que vous, les enfants, grandissiez en connaissant vos droits et responsabilités car cela permettra de faire de vous des citoyens engagés dans la vie publique de votre pays dans le futur », a-t-elle dit.

Dans d'autres villes, des représentants de la Section Protection de l'Enfance de l'ONUCI ont mis en exergue divers aspects de la question, lors d'activités de commémoration organisées par la mission.

A Bondoukou, Oshcard Kouadio a demandé vendredi aux parents de s'investir dans la protection des enfants. A Odienné, où la commémoration a eu lieu dimanche, son collègue Meuga Claude a plaide pour que les enfants soient aidés à grandir dans un environnement où leurs droits sont respectés.

**La Convention relative aux Droits de l'Enfant a été adoptée le 20 novembre 1989. Elle a été ratifiée le 4 février 1991 par l'Etat de Côte d'Ivoire.**

Juliette Amantchi, Marie-Irène Richmond et Baba Diaby



# ENSEIGNANTS ET ÉTUDIANTS DU CPAR DE DUEKOUÉ FORMÉS AUX DROITS DE L'HOMME

**L**es enseignants et les étudiants du Centre professionnel Artisanal Rural (CPAR) St Jean Bosco de Duékoué, ont pris part le 11 novembre, à une journée de formation, d'information et d'échange sur les violences basées sur le genre et la protection internationale des droits de l'homme, organisée par l'ONUCI.

Cette activité menée par la Division des droits de l'homme, en collaboration avec le Bureau régional de l'Assistance Electorale et celui de l'information publique, s'inscrivait dans le cadre d'une caravane de promotion des droits de l'homme, et des droits de la femme et de la jeune fille. Elle visait également à inculquer à la centaine de participants des notions de base des droits de l'homme, de la culture de la paix et de la non-violence.

En présentant les différents types de violences faites aux femmes et aux jeunes filles en général, Flora Touali et Maria Perez du Bureau des Droits de l'Homme, ont mis un accent particulier sur les violences perpétrées en milieu scolaire, notamment le viol, le harcèlement, les violences psychologiques et verbales.

Des violations, qui, ont-elles précisé, peuvent être préjudiciables aux victimes sur le plan moral, social et éducatif. Elles ont alors exhorté les enseignants à bannir cette pratique de leur comporte-



Les agents de l'ONUCI forment les étudiants du Centre Professionnel Artisanal (CPAR) à la culture de la paix et de la non-violence © UN / ONUCI

ment. Cette caravane a permis également à la délégation de l'ONUCI de sensibiliser les participants à la non-violence pour un climat électoral apaisé. « Vulgarisez l'information à grande échelle sur l'importance de la consultation des listes électorales et aidez les parents à la gestion sans violence des contentieux » a conseillé le Coor-donnateur du bureau électoral régional.

Pour sa part, le chargé de l'information publique Joseph Wabatinga, a appelé

les enseignants et étudiants à être des ambassadeurs de paix, et à prôner les notions de tolérance et de fraternité dans leur entourage.

La directrice du CPAR, Soeur Lokossi Yvette, s'est dite satisfaite de cette journée, qui permettait à la jeunesse d'être informée sur les notions de droits de l'homme qui, a-t-elle estimé, sont « constamment violés ».

Prisca Soumahoro

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION LA  
"FORCE DE LA PAIX"  
SUR LE SITE :

[www.onuci.org](http://www.onuci.org)

# FORUM INTERNATIONAL « PEACE AND SPORT » À MONACO : L'ONU CI PARTAGE SON EXPERTISE SUR L'UTILISATION DU SPORT DANS LE PROCESSUS DE PAIX EN CÔTE D'IVOIRE

**C**omment soutenir des manifestations sportives intégrant les dimensions culturelles, promouvant le dialogue, le respect de l'autre, la paix et ce de façon pérenne ? Comment renforcer les politiques et les initiatives de terrain visant à soulager les tensions sociales ou les traumatismes dus aux conflits par le sport ? Comment mieux impliquer des acteurs locaux (Gouvernements, Fédérations Nationales, organisations de la société civile...) dans des projets permettant de rassembler les communautés autour du sport comme vecteur de cohésion sociale ? Comment réussir à coordonner les actions ? Ce sont autant de questions que se sont posées plus de 400 participants au troisième Forum International Peace and Sport qui a eu lieu du 25 au 27 novembre 2009 à Monaco.

L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) qui accorde une place importante au sport dans sa stratégie de communication, a pris une part active aux travaux. Eliane Hervo-Akendengué, Chargée du volet sport et paix à la Division de l'Information Publique de l'ONUCI a entretenu l'auditoire sur « le sport comme outil au service des forces de maintien de la paix et des forces armées ». En clair, il s'agissait de voir comment encourager une meilleure relation entre la mission, les soldats de la paix et les populations par le sport.



Ce fut une occasion pour la représentante de l'ONUCI, de rappeler qu'au départ, les casques bleus étaient regardés avec méfiance et inquiétude. Ils ont alors commencé à mener des actions sociales telles que la réhabilitation d'écoles, de ponts, l'organisation de consultations et de soins médicaux gratuits aux couches vulnérables de la société. Ce qui a aidé à rétablir un climat de confiance entre le personnel de maintien

de la paix et les populations. Le terrain était donc devenu plus propice pour mener des activités sportives pour promouvoir la paix et la réconciliation nationales. L'appui de la force à des compétitions continentales comme le premier championnat d'Afrique (CHAN), organisé du 22 février au 8 mars à Abidjan et à Bouaké et l'organisation d'autres matches entre frères d'armes, ont permis de donner un visage différent de ces soldats de la paix.

En outre, Mme Hervo-Akendengé a rappelé que la mission utilise aussi le sport pour sensibiliser sur les Droits de l'homme, le VIH Sida, le Genre et la culture de la paix avant les projections de matches de la Coupe d'Afrique des Nations ou de la Coupe du Monde, qui sont organisées sur le terrain.

Les populations sont attentives et réceptives à ce partage d'information. « Ces thématiques sont des éléments fondamentaux qui concourent aussi à la stabilité de la Côte d'Ivoire et à la démocratie par une sortie de crise réussie », a-t-elle notamment souligné. Dans le cadre du processus de paix, Mme Hervo-Akendengué a assuré les participants du forum de Monaco que l'outil sport sera une composante intégrée dans la stratégie de sensibilisation mise en place pour un environnement électoral apaisé et une sortie de crise durable en Côte d'Ivoire.

*Eliane Hervo-Akendengue*

## Radio Nostalgie remporte le trophée Fair-Play de l'ONUCI

**L'**Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a mis en jeu une coupe fair-play lors du tournoi de la confraternité organisé du 3 octobre au 7 novembre 2009 par l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI). Le trophée a été remporté par Radio Nostalgie, une équipe qui, durant la compétition, n'a écopé que d'un carton jaune et ses joueurs ont respecté les horaires des matches.

finale de ce tournoi, placé sous le sceau de la confraternité, a vu le succès sur ses bases de la formation de la Radio télévision Ivoirienne (RTI) sur celle de Fraternité Matin par 1 but à 0.

Abou Moussa, le Représentant spécial adjoint principal du Secrétaire général de l'ONU pour la Côte d'Ivoire qui a remis le trophée fair-play à l'équipe de Radio Nostalgie, a estimé que « l'ONUCI a décidé d'accompagner l'UNJCI en offrant cette récompense qui véhicule des valeurs basées sur le respect des règles du jeu ». De son côté, le Ministre de la

Jeunesse, du Sport et des Loisirs, Dagobert Banzio, parrain de la finale, a exhorté les médias ivoiriens à appuyer le processus de paix dans leur pays. Pour les organisateurs, les journalistes ont montré, à travers leur participation au tournoi qui a duré une semaine, qu'en dépit des lignes éditoriales qui diffèrent d'une rédaction à une autre, la confraternité pouvait primer sur toute autre considération.

La mission onusienne a intégré la composante sport dans sa stratégie de communication depuis 2005. A travers un soutien aux disciplines sportives, l'ONUCI essaie de communiquer et d'encourager les populations au dialogue, à la tolérance et au respect des règles établies.

*E.H.A*

Par son comportement exemplaire, cette formation a fait preuve de discipline. La

# L'ONU CI PLANTE DES ARBRES À BINGERVILLE DANS LE CADRE D'UNE CAMPAGNE LANCÉE PAR LE PNUE



Wallace Divine, chef d'appui à la mission plante son arbre à l'espace ONU CI du jardin botanique de Bingerville © UN / ONU CI

**L'***Opération des Nations Unies en Côte D'Ivoire (ONU CI) a organisé, vendredi 27 novembre, une cérémonie de plantation d'arbres au Jardin botanique de Bingerville, dans le cadre de la campagne pour un milliard d'arbres initiée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).*

Selon le chef de l'appui à la mission, Wallace Divine, qui représentait le Représentant spécial du Secrétaire

général des Nations Unies, Y J Choi, à cette cérémonie, le projet de planter des arbres à travers le monde a pris naissance à partir d'une idée du professeur Wangari Maathai, fondatrice d'un mouvement écologiste au Kenya, la Ceinture verte, et prix Nobel de la paix 2004. « A ce jour le mouvement du professeur Wangari a initié la plantation de plus de 30 millions d'arbres. Elle est la marraine de cette campagne » a-t-il soutenu, avant d'ajouter : « Les autorités ivoiriennes n'ont pas voulu

rester en marge de ce projet. Le gouvernement a accepté de donner une parcelle de terrain du jardin botanique de Bingerville à l'ONU CI pour planter 560 arbres. »

Le Directeur du Jardin botanique, le capitaine des eaux et forêts Ndri Konan Mathias, s'est réjoui de la présence de l'ONU CI. « Le jardin botanique a besoin de la communauté nationale et internationale et de leur disponibilité à collaborer pour ne pas qu'il se meurt », a-t-il déclaré.

Aux 560 arbres plantés vendredi s'ajouteront 30 autres contribués par les volontaires des Nations Unies, portant à 590 le nombre d'arbres prévus sur la parcelle d'un hectare qui porte désormais le nom de l'ONU CI.

Le PNUE a lancé sa campagne en 2006 pour répondre à des défis environnementaux tels que le réchauffement de la planète, la perte de la biodiversité et le problème de la disponibilité en eau potable. Cent cinquante-cinq pays y ont adhéré.



Le staff suit l'exemple de M. Divine © UN / ONU CI

Michel Man

# UNE ÉQUIPE MOBILE DE NEW YORK FORME DES POLICIERS DE L'ONU

**D**es éléments de l'Unité de Police constituée ont bénéficié d'une formation continue dispensée par une équipe mobile de formation venue de New York. La formation itinérante destinée spécialement aux FPU à Abidjan et à l'intérieur du pays, vise à tester l'interopérabilité logistique et physique dans le cadre du renforcement des capacités afin de contrôler au mieux tous les enjeux pouvant conduire à une élection apaisée.

La police de l'ONU, en collaboration avec la gendarmerie nationale, a procédé à un exercice de simulation dans l'enceinte de l'École de gendarmerie de Toroguhé, à Daloa. Le schéma de collaboration avec les éléments de l'école de gendarmerie obéissait à un scénario mettant en scène une centaine de manifestants (élèves gendarmes) qui empêchaient l'ouverture d'un bureau de vote.

Il s'agissait alors pour les forces de l'ordre (FPU) de procéder à l'évacuation des lieux d'une part, et d'autre part, de conduire le maire de la localité, de sa résidence au bureau de vote pour procéder à son ouverture à l'heure



L'UNPOL et les gendarmes de l'école de Toroguhé à Daloa testent l'interopérabilité logistique et physique © UN / ONU

légale. Cet exercice avait pour thème principal d'amener les unités à mettre en œuvre l'ensemble des techniques enseignées lors de la formation.

Le Chef de la police onusienne, Jean-Marie Bourry, s'est félicité de l'excellente collaboration entre UNPOL et les forces de sécurité ivoiriennes ayant permis le succès de cet exercice. « C'est un rapprochement qu'il faut saluer et ces rapports nous permettront de développer à court terme, un partenariat avec les formateurs de la

gendarmerie en matière de maintien de l'ordre », a indiqué M Bourry.

Depuis le 9 juillet, l'équipe mobile de formation a formé plus de 220 éléments FPU jordaniens, pakistanais et bangladais, à Abidjan, Guiglo, Daloa et Yamoussoukro.

A Bouaké, deux pelotons du BanFPU ont reçu à leur tour, une formation continue du 1er au 17 décembre.

Juliette Amantchi

## LE CONTINGENT MAROCAIN DE L'ONU PRODIGE DES SOINS MÉDICAUX GRATUITS AUX POPULATIONS DE DIAHOUI

**L**e contingent marocain de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU) a organisé jeudi, 19 novembre 2009, une journée de consultations et de soins gratuits, en faveur de la population de Diahouin, village situé à environ 10 km de Duekoué.

Pour le commandant Nabib Elmersi, chargé des affaires civilo-militaires du contingent, cette journée s'inscrit dans le cadre des actions en faveur des populations, en appui aux nombreuses patrouilles effectuées de jour comme de

nuit pour leur sécurité. Il a précisé que la population de Diahouin avait bénéficié également d'une citerne de cinq mille m<sup>3</sup> d'eau potable et des béquilles pour des personnes handicapées.

Les médecins marocains ont traité plus de 300 hommes, femmes et enfants, qui souffraient de maladies diverses telles que le paludisme, la tuberculose, l'hypertension artérielle et des maladies infantiles, notamment la diarrhée. Une des bénéficiaires, Mao Léontine, était venue avec sa fille de quatre ans. « Elle ne mangeait pas, et depuis trois jours elle

vomissait », dit-elle. « Le docteur m'a donné deux qualités de sirop que je dois lui administrer » a ajouté Madame Mao.

Le village de Diahouin, dépourvu de centre de santé est éloigné de ceux qui existent dans les alentours. « C'est une chance pour Diahouin d'avoir été désigné pour cette action vu sa situation géographique » a dit le chef du village, Lehi Koua Paul. « La population, par manque de moyens, meurt d'une simple céphalée ou d'une diarrhée », a-t-il indiqué.